



24 rue Jacques Ibert – CS 50001
92533 Levallois-Perret Cedex
Tél. : +33 (0)1 47 48 81 00
Fax. : +33 (0)1 47 05 03 67
corporate@fr.eni.com
eni.com/fr

Réponse d'ENI GAS & POWER France

Consultation publique n°2021-10 du 7 octobre 2021 relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution des entreprises locales de distribution de gaz naturel (ATRD6 des ELD)

Contexte et objectifs de la consultation publique

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

Concernant l'accompagnement de la transition énergétique et la baisse tendancielle des consommations de gaz et l'accompagnement du bon déroulement des projets industriels des ELD tout en maîtrisant les coûts, ENI s'interroge sur l'ensemble des investissements relatifs au développement des compteurs communicants, de la R&D et des *smart grids* que la CRE prévoit d'intégrer aux CRCP dans les tarifs des ELD.

En effet, la validation de ces programmes d'investissements pose question, dans un contexte où le gaz naturel est appelé à jouer un rôle de plus en plus limité en France dans les décennies à venir. Plusieurs indicateurs confirment aujourd'hui cette tendance :

- les orientations moyen-termes illustrés par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE)
- les scénarios officiels long-termes illustrés entre autres par l'étude Futurs Energétiques de RTE
- la hausse conjoncturelle du prix du gaz naturel qui va perdurer au-delà de cet hiver à cause du gel des TRV et du mécanisme de rattrapage qui va suivre
- la hausse durable du prix du gaz pour le consommateur final notamment avec l'introduction du mécanisme européen de quota carbone dans le bâtiment

Cette tendance se traduira mécaniquement par une baisse du nombre de consommateur et de la consommation unitaire, ce qui induira une augmentation de la contribution réseau pour les consommateurs restants. En effet, la CRE, ayant à la fois comme missions l'accompagnement de la transition énergétique et la protection du consommateur final, devrait veiller à limiter les niveaux d'OPEX et de CAPEX des réseaux de gaz au strict nécessaire pour le bon fonctionnement et la sécurité.

Pour cela, ENI souhaiterait que les analyses coûts-bénéfices soient mises à la disposition des acteurs du secteur pour qu'ils puissent se positionner sur les niveaux d'investissements envisagés.

Concernant le maintien d'un niveau de sécurité maximum du réseau de distribution de gaz, ENI est en ligne avec la vision de la CRE.

Concernant la maîtrise d'investissement tout en accueillant le biométhane, ENI est favorable aux mesures visant l'intégration du biométhane dès lors que les investissements sont en adéquation avec les prévisions réelles de consommation. ENI relève que les GRD-ELD ont une très bonne capacité de prévision du nombre de consommateurs et des volumes (cf. 4.7.1, tableau de présentation du bilan des évolutions de volumes acheminés et de nombre de consommateurs desservis par les ELD sur la période tarifaire 2018-2021).

Concernant l'incitation des ELD à permettre le bon développement de la concurrence sur leur territoire, ENI accueille positivement la volonté de mise en conformité des grilles tarifaires et des règles qui s'imposent aux ELD, avec celles de GRDF, de GRT Gaz et de Téréga. ENI est également favorable à la mise en cohérence de la délibération de la CRE du 10 juin 2021 (portant orientations sur les mesures à mettre en place par les GRD pour permettre le développement de la concurrence sur les territoires des ELD) avec les incitations prévues, dans le cadre de la couverture par CRCP des nouvelles charges présenté dans la note technique.



ENI souhaiterait que ces incitations soient plus importantes et assorties de pénalités en cas de manquement. Notamment au regard de la mise en conformité des services informatiques (SI) des GRD-ELD, avec ceux de GRDF, et de la mise à disposition par les GRD-ELD du listing des interlocuteurs pour les fournisseurs.

Cadre de régulation tarifaire

- les grands principes tarifaires applicables aux ELD (cf. p.13) ;

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

ENI n'est pas défavorable aux principes retenus, mais s'interroge sur :

- les nouveaux usages du gaz sous forme de GNV, ENI souhaite que les niveaux d'investissements soient déterminés en fonction d'analyses coûts-bénéfices de sorte qu'il n'y ait pas de surinvestissement à supporter par les consommateurs ;
- la mise en œuvre du déploiement des compteurs communicants, bien qu'il s'agisse d'une exigence législative et réglementaire, ENI s'interroge sur l'intérêt du déploiement et du coût que font peser les compteurs communicants sur la collectivité. En effet, la valeur actuelle nette de leur déploiement repose sur la comptabilisation des gains liés à la maîtrise de la demande d'énergie. Ces derniers ne pourront exister si la France marque sa sortie du gaz, notamment pour les logements. La CRE fixe comme objectifs aux ELD de maîtriser les coûts de leurs projets industriels en exploitant les synergies et les mutualisations, il doit être de même pour les compteurs communicants.

Concernant le calendrier tarifaire, ENI est favorable à l'harmonisation des durées et des périodes tarifaires applicables aux infrastructures régulées mais défavorable à la construction rigide sur quatre années, telle que proposée. ENI suggère une construction sur quatre années glissantes. En effet, si en début d'exercice tarifaire (N-4) la visibilité est satisfaisante, celle-ci décroît jusqu'en N-1, année pour laquelle les acteurs n'ont plus aucune visibilité. Pour ENI cela impacte la construction de ses offres à prix fixe, pouvant durer jusqu'à 3 ans.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?

ENI est favorable sur le principe. Cependant, nous manquons de visibilité quant à l'intégration effective de cette modification dans la construction des scénarii tarifaires par la CRE. Ces éléments ne figurent pas dans la note technique.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?

ENI y est défavorable.

En effet, nous considérons que le traitement des coûts échoués des réseaux de distribution est moins urgent à ce stade que ceux du réseau de transport. De plus, ENI s'interroge sur la méthodologie que la CRE envisage pour déterminer le caractère récurrent ou spécifique des coûts échoués, et notamment sur la stabilité dans le temps de cette méthodologie.



Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

ENI est favorable à la proposition de la CRE de faire bénéficier le consommateur à hauteur de 80% de la plus-value issue de la cession d'actif par les gestionnaires de réseau. D'autant plus que ces derniers, intégrés dans la BAR, ont été en partie financés par le consommateur final.

Toutefois, ENI s'interroge sur les modalités de répartition de la moins-value entre les ELD et les consommateurs, qui ne sont pas décrites dans la note technique.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?

ENI n'est pas favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP.

En effet, le CRCP couvre actuellement la majorité des charges des GRD-ELD, cela les conduit à porter aucun risque lié à leur activité. Cela représente un vrai non-sens économique car la rémunération d'un acteur doit être proportionnelle au risque qu'il supporte, ce qui l'incite théoriquement à mieux gérer ces coûts. A cela se rajouter les clauses de revoyure du CRCP qui étend cette couverture des risques.

ENI est très favorable au maintien de l'homothétie des grilles tarifaires des ELD avec celle de GRDF. Cette mise en conformité est importante pour le maintien de la concurrence.

- la régulation incitative à la maîtrise des coûts

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?

ENI n'est pas favorable à l'extension du CRCP proposée.

Nous considérons que le CRCP couvre déjà un nombre important de postes, et que toute extension risque de déresponsabiliser davantage les GRD-ELD. Toutefois, si la CRE souhaite étendre la couverture à de nouveaux postes, cela devrait conduire à une baisse de leur CMPC.

La couverture au CRCP de certaines charges devrait être assortie de conditions :

- les charges relatives aux projets de comptage évolué pour les ELD concernées devrait être conditionnée à leur mise en conformité, notamment avec les protocoles d'échanges de GRDF ;
- les charges relatives aux actions de développement de la concurrence sur le territoire des ELD devraient être associées à des objectifs clairs et ambitieux, assorties de pénalités en cas de manquement ;

De plus :

- ENI est défavorable au traitement au cas par cas et à l'intégration à 100% au CRCP des moins-values de cessions ;
- ENI souhaite que la CRE justifie la couverture à 100% des recettes suivantes :
 - o Les souscriptions de capacité journalière,
 - o Le terme proportionnel à la distance au réseau de transport.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD ?

ENI n'est pas favorable aux orientations proposées par la CRE.



ENI considère qu'il faut limiter les investissements aux projets jugés rentables - ayant une valeur actuelle nette positive (B/I supérieur à 1) - conformément aux principes tarifaires fixés par la CRE. Cela permettrait de prendre en compte la perspective de réduction des consommations de gaz naturel.

- la régulation incitative de la qualité de service (cf. p.20) ;

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction de ces indicateurs incités sur les thématiques de l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD ?

ENI est favorable au renforcement de la régulation incitative lié à la qualité de service des ELD, ainsi qu'à la volonté de la CRE de prendre en compte l'objectif d'ouverture à la concurrence sur le marché de masse fixé par sa délibération du 10 juin 2021.

Concernant ce dernier point, ENI souhaite que la CRE aille plus loin que l'introduction d'indicateurs relatifs aux taux de flux communs validés et aux taux de *webservices* communs. En effet, d'autres problématiques subsistent sur les territoires desservis par les ELD pour les fournisseurs, notamment l'indisponibilité des flux standards sur les petites ELD.

Dans le cadre de l'introduction de ces nouveaux indicateurs, ENI souhaite que les taux de publication et les temps imposés soient les mêmes pour toutes les ELD, et alerte quant au besoin d'uniformiser (communication en KWh ou en MWh) et d'encadrer le niveau de fiabilité des flux qui seront communiqués.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur et à l'introduction des indicateurs sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, le nombre de fuites de méthane, les émissions de gaz à effet de serre et les montants associés aux volumes de pertes pour les ELD qui ont la responsabilité de leurs pertes ?

ENI n'est pas défavorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées.

Concernant le développement du biométhane, ENI accueille favorablement la mise en œuvre d'indicateurs visant à inciter financièrement les porteurs de projets.

ENI accueille également favorablement la mise en œuvre d'indicateurs relatifs aux émissions de méthane et aux émissions de gaz à effet de serre.

Question 11 : En vue d'une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, identifiez-vous des indicateurs qu'il serait pertinent de supprimer pour la période ATRD6 des ELD ?

Non.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités ?

Oui.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du tarif ATRD6 des ELD ?

Non.



- la régulation incitative de l'innovation et du développement de la concurrence (cf. p.25) ;

Question 14 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D et le dispositif smart grids ?

ENI n'est pas favorable aux évolutions envisagées pour la régulation incitative de la R&D et des smart grids, dans le contexte de future baisse de la consommation de gaz naturel en France décrit en début de cette réponse. Compte tenu des orientations politiques relatives à la sortie du gaz de la France, tout investissement au-dessus du niveau nécessaire à l'entretien et à la sécurité des réseaux de distribution, apparaît peu pertinent.

- Concernant la R&D, ENI s'interroge sur la pertinence de conduire des programmes de recherche au niveau de chaque ELD eu égard à la taille de ces différents acteurs. Il semblerait opportun d'envisager un dispositif de programmes de recherche mutualisé. En ce sens, la volonté de la CRE de mutualiser les coûts pour les projets de R&D, portant sur des objectifs communs par une enveloppe commune adressée, va dans le bon sens.
- Concernant les *smart grids*, ENI affirme l'importance de limiter les investissements aux projets jugés rentables, soit ceux ayant une valeur actuelle nette positive (B/I supérieur à 1) conformément aux principes tarifaires fixés par la CRE.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

ENI est favorable à l'orientation de la CRE visant à mettre en place une régulation incitative pour la réalisation d'actions prioritaires. Ces dernières doivent principalement porter sur l'ouverture des marchés aux fournisseurs alternatifs au sein des zones de desserte des ELD. Dans ce cadre, il est important que les actions demandées par le régulateur puissent être réalisées dans les délais prescrits, cette exigence est la contrepartie de ces tarifs globalement plus élevés que ceux de GRDF. C'est pourquoi la recherche de synergies à l'échelle des clusters régionaux est à privilégier.

- la régulation incitative au développement du nombre de consommateurs (cf. p.27) ;

Question 16 : Privilégiez-vous le maintien, ou la suppression d'un budget de développement du nombre de consommateurs ?

ENI s'interroge sur l'adéquation de ce budget avec le projet de décret d'application de l'article 7 de la Loi Climat et Résilience, concernant l'interdiction de « *la publicité relative à la commercialisation ou faisant la promotion des énergies fossiles* ».

Question 17 : Le cas échéant, partagez-vous l'orientation de la CRE, qui consiste à retenir le même périmètre d'actions que pour l'ATRD6 de GRDF ?

ENI est défavorable à l'option proposée par la CRE, visant la suppression complète des mesures incitatives au développement du nombre de client avec l'inscription de la part fixe du tarif hors CRCP. ENI préférerait une option sans couverture. En effet, le réalisé et le prévisionnel des ELD sur l'exercice de l'ATRD5 sont en ligne pour quasiment toutes les ELD et sans influence particulière du mécanisme d'incitation indiqué par la CRE (cf ; 4.7.1 Tableau « *bilan des évolutions de volumes acheminés et de nombre de consommateurs desservis par les ELD sur la période tarifaire 2018-2021* »).



- la régulation incitative spécifique aux projets de comptage des ELD (cf. p.28).

Question 18 :Avez-vous une remarque sur la déclinaison du cadre de régulation des projets de comptage évolué des ELD de gaz détaillée en annexes ?

Non.

Niveau tarifaire

- les charges nettes d'exploitation (hors charges associées aux projets de comptage des ELD) pour la période ATRD6 (cf. p.30) ;

Question 19 :Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?

ENI constate que le traitement des surcoûts liés aux nouvelles obligations pour les ELD est clair et salue les ajustements proposés. Toutefois, ENI s'interroge sur les résultats de l'analyse réalisée par la CRE et l'auditeur soulignant la part importante des charges nettes d'exploitation liées à des obligations qui ne sont plus aujourd'hui d'actualité.

ENI constate que l'analyse de la productivité par l'auditeur n'a pu se concentrer que sur trois ELD.

- les modalités de rémunération des investissements des ELD de gaz naturel, et les charges de capital à couvrir sur la période ATRD6 (cf. p.36) ;

Question 20 :Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du tarif ATRD6 des ELD et notamment le maintien des paramètres utilisés pour GRDF en prenant en compte la baisse du taux d'imposition sur les sociétés intervenue entre temps ?

ENI s'interroge sur l'argument de la stabilité qui est utilisé par la CRE pour justifier de la détermination du CMPC des gestionnaires de réseaux, alors que la CRE revoit et modifie tous les ans, les règles applicables aux fournisseurs. ENI invite la CRE à prendre en compte les changements des fondamentaux de marché qui ont pu arriver, suite à la crise sanitaire par exemple, dans le calcul du CMPC pour les ELD.

Question 21 :Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?

Non.

- les soldes de CRCP résiduels des ELD (cf. p.43) ;

Question 22 : Quelle est votre position sur l'allongement, voire l'annulation, de l'apurement du solde de CRCP résiduel de GreenAlp pour le tarif ATRD ?

ENI est favorable au non apurement, à minima, du solde du CRCP résiduel de GreenAlp, notamment compte tenu des écarts importants entre le réalisé et le prévisionnel, ayant entraîné une perte de 16% des revenus, et la forte hausse tarifaire demandée. En effet, la décroissance de l'usage des réseaux de gaz sur le territoire grenoblois est



liée à une politique de développement des réseaux de chaleur concurrençant les réseaux de gaz sur la partie résidentiel notamment.

- les charges à couvrir, au global, sur la période ATRD6, les prévisions de trajectoires de consommations, et les évolutions tarifaires qui en résultent (cf. p.44).

Question 23 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 des ELD ?

ENI y est favorable.

Question 24 :Avez-vous des remarques relatives aux trajectoires de consommation et de nombre de consommateurs envisagées ?

Au regard de la baisse très importante des volumes de consommation et du nombre de clients des GRD-ELD gaz, ENI s'interroge sur la pertinence des montants, importants, demandés au titre des investissements. Et ce, en plus des coûts prévus au tarif, liés à l'innovation, à la R&D et au comptage évolué. ENI questionne l'intérêt d'investir au-delà des coûts liés à la maintenance et à la sécurité du réseau, s'il n'y a plus de consommateurs à terme.

ENI souhaite également rappeler à la CRE que n'importe quelle entreprise privée, qui ne serait pas protégée par un cadre tarifaire généreux (la rémunération des GRD n'a pas bougé par exemple pendant la période la crise sanitaire, contrairement à celles des autres acteurs), aurait révisé à la baisse ses investissements et ses ambitions de déploiement face à la baisse de son portefeuille clients. ENI conclut des demandes présentées dans la note technique, que les ELD doivent être incitées à mieux gérer leurs coûts, notamment au regard des risques de coûts échoués.

Question 25 :Avez-vous des remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées pour le tarif ATRD6 des ELD ?

Non.